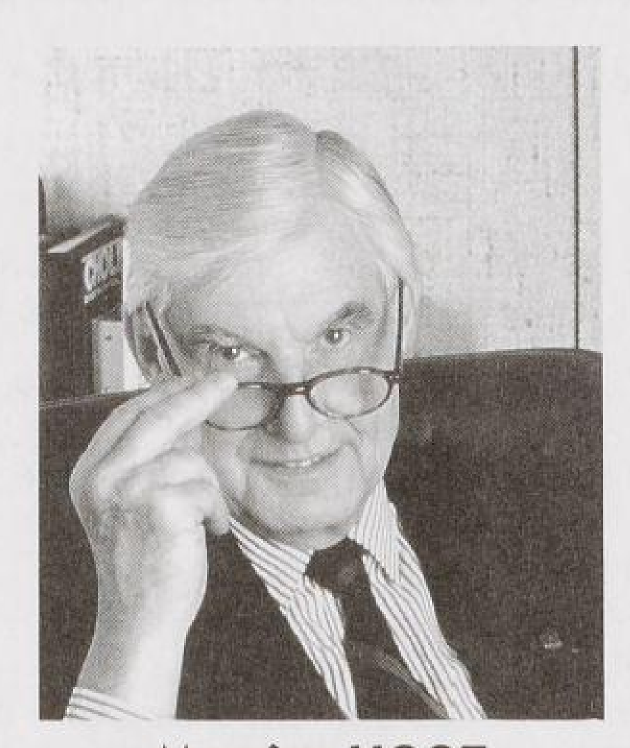
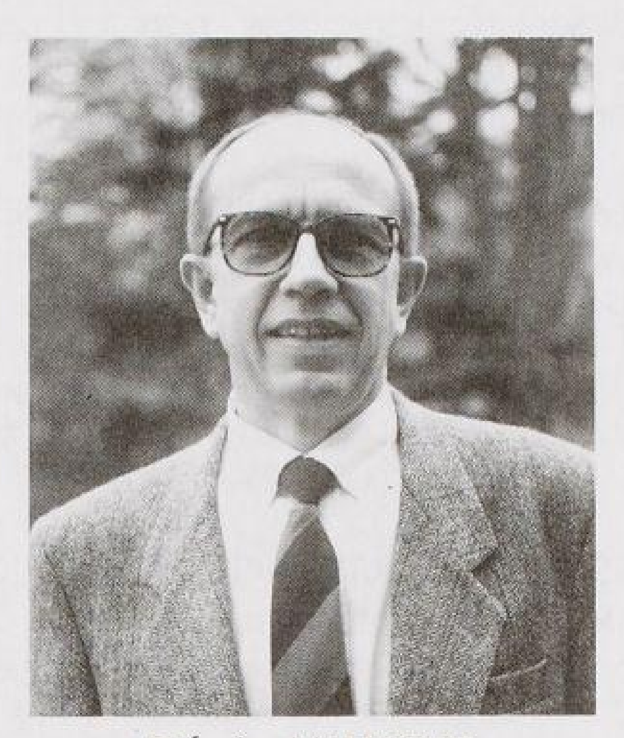
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993

5e circonscription de Maine-et-Loire



Maurice LIGOT
Ancien Ministre
Député-Maire de Cholet



Régis MULLIEZ
Chef d'Entreprise
Suppléant

NOTRE PROJET c'est d'abord l'emploi

I - APRES PLUS DE DIX ANNÉES DE SOCIALISME, LA FRANCE EST EN CRISE.

- **C'est d'abord une crise économique,** celle d'un chômage qui monte inexorablement. La création d'entreprises est en panne. Les dépôts de bilan se multiplient. Beaucoup d'entreprises ne peuvent plus faire face à l'avenir. Le monde rural se sent abandonné. La France est endettée et ne cesse d'augmenter son déficit budgétaire.

Notre économie est enlisée.

- **C'est aussi une crise sociale.** Les années socialistes ont été marquées par l'augmentation de la pauvreté. L'insécurité grandit. Les retraites, l'assurance chômage, l'assurance maladie sont menacées par l'accumulation des déficits. L'éducation, la formation professionnelle attendent toujours les réformes qui amélioreront les chances des jeunes Français d'avoir un emploi et assureront une meilleure égalité des chances. On n'a jamais construit aussi peu de logements sociaux.

Notre cohésion sociale est ébranlée.

- **C'est enfin une crise morale et une crise d'identité,** nourries par le spectacle de la corruption, un sentiment d'injustice. Le laxisme de la politique d'immigration entretient la crise d'identité de notre pays.

Une grande majorité de français réclame un changement de politique. Seule, une profonde volonté de réformes permettra de trouver les réponses aux problèmes de la France et des français.

II - IL EXISTE UNE AUTRE POLITIQUE, NON PAS CELLE DES ÉCOLOGISTES QUI APPARAIT DE PLUS EN PLUS COMME LA BOUÉE DE SAUVETAGE DU SOCIALISME, MAIS CELLE QUE PROPOSE LE PROJET PRÉSENTÉ PAR L'UNION UDF-RPR :

- faire redémarrer l'économie et favoriser la création d'emplois,
- réformer l'enseignement
- reconstruire l'Etat et partager les responsabilités,
- assurer la cohésion sociale,
- poursuivre la construction européenne et donner une nouvelle ambition à la France.

Telles sont les idées-forces de ce projet. Sa mise en œuvre exigera tout d'abord d'établir la vérité sur la situation de la France.

Un bilan est nécessaire : les Français doivent savoir ce qu'il en est réellement du budget de l'Etat, des comptes de la Sécurité Sociale et des entreprises publiques, en un mot des déficits et des promesses non financées de la gestion socialiste.

III - D'ABORD RETROUVER LE CHEMIN DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Changer de politique économique : c'est une nécessité si l'on veut stopper la progression du chômage, retrouver le chemin de la croissance et créer des emplois.

Il y faudra du temps et de la détermination. Mais ne soyons pas sans espoir. **Le chômage n'est pas une fatalité.** D'autres pays réussissent mieux que nous : pourquoi pas nous ?

La preuve a été faite qu'une autre politique pouvait être efficace : celle que nous avons menée de 1986 à 1988 nous avait permis de créer 800 000 emplois nouveaux.

RELANCER LA CRÉATION D'EMPLOIS PAR DES MESURES IMMÉDIATES

Conclure avant l'été 1993 un **"Pacte pour l'emploi"** avec les entreprises et les Régions, avec un engagement actif des entreprises dans des actions de formation, d'orientation et de recrutement au niveau local, en contrepartie de l'allégement progressif des charges.

Favoriser la création d'emplois, par les entreprises et par les services aux particuliers, pour répondre à des besoins nouveaux comme la protection de l'environnement ou l'aide aux personnes dépendantes. Pour développer la création d'emplois peu qualifiés, nous proposons de nouvelles formes d'emplois à charges sociales et à contraintes allégées.

PRENDRE DES MESURES D'URGENCE POUR LE LOGEMENT, LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

La crise qui frappe les entreprises et l'artisanat de la construction menace des dizaines de milliers d'emplois.

Pour répondre à la crise du logement, il faut accélérer l'investissement dans la construction, en particulier par d'importantes mesures fiscales facilitant l'accession à la propriété (déductions d'intérêts, accès aux prêts, possibilité de franchise pour les droits de mutation), la construction locative privée (déduction forfaitaire, imputation des déficits fonciers), et pour le logement social, en accession ou locatif.

Entreprendre un important programme de travaux d'infrastructures en faisant appel à des concessions d'équipements financés par les redevances des utilisateurs (ouvrages routiers à péage ; eau et assainissement ; transports collectifs).

RESTAURER LA CONFIANCE ET ASSURER LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE SAINE ET DURABLE

Maîtriser les déficits et mener une gestion publique rigoureuse pour l'Etat.

Sur la base du "bilan vérité", il faudra engager clairement les plans de redressement, tant pour la gestion de la dette que pour combler les déficits sociaux.

L'Etat et les organismes publics doivent engager un vigoureux effort pour maîtriser leurs dépenses. Le total des dépenses publiques ne doit pas progresser plus vite que l'inflation. Economiser l'argent public, réduire progressivement nos prélèvements obligatoires exigent une gestion différente. Il faut savoir **décentralise**r la gestion des problèmes, en particulier en matière d'éducation, de santé et d'environnement, et la rapprocher des citoyens.

Par un programme pluriannuel de maîtrise des dépenses publiques, il faut ramener, dans le courant de la législature, le déficit à un niveau qui stabilise le poids de l'endettement dans la richesse nationale.

ENCOURAGER L'EPARGNE EN FAVEUR DES ACTIVITES PRODUCTIVES

Une part trop importante de l'épargne des Français est aujourd'hui immobilisée dans des placements financiers à court terme au détriment de l'investissement productif et de l'emploi.

Une déduction fiscale du revenu imposable, dans la limite d'une somme annuelle, plafonnée, permettra d'**encourager les placements à long terme**, à savoir :

- une épargne actions-obligations pouvant servir à l'épargne retraite ;
- une épargne-pierre destinée à relancer la construction de logements ;
- une épargne PME pour alimenter les fonds propres des entreprises.

REDONNER UN AVENIR A L'AGRICULTURE

La France doit réaffirmer son intérêt pour son agriculture (première d'Europe, deuxième du monde) en exigeant la renégociation de la PAC avec nos partenaires européens. Elle doit assurer aux agriculteurs leur fonction normale de producteurs.

L'urgence de retrouver le chemin de la croissance économique met en pleine lumière le rôle essentiel de l'entreprise comme créatrice d'emplois. C'est pourquoi j'ai choisi comme suppléant un chef d'entreprise.

N'oublions pas que la nécessité de créer des emplois a deux raisons :

- **une raison économique** : en 1991, le chômage a coûté 365 milliards de francs aux finances publiques, soit un quart du budget de l'Etat ; et beaucoup plus en 1992.
- **mais surtout une raison humaine** : il y avait fin 1992, 4 millions 500 000 personnes sans emploi. On sait ce que cette situation représente de souffrance et de désarroi pour elles et leur famille.

C'est pourquoi...

Notre projet c'est d'abord l'emploi

AIDEZ-NOUS ! VOTEZ POUR NOUS !

Maurice LIGOT
Député sortant
Candidat de l'Union UDF-RPR

Régis MULLIEZ
Chef d'entreprise
Suppléant